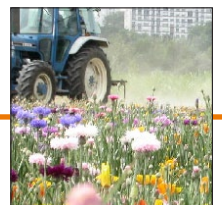
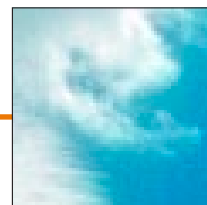


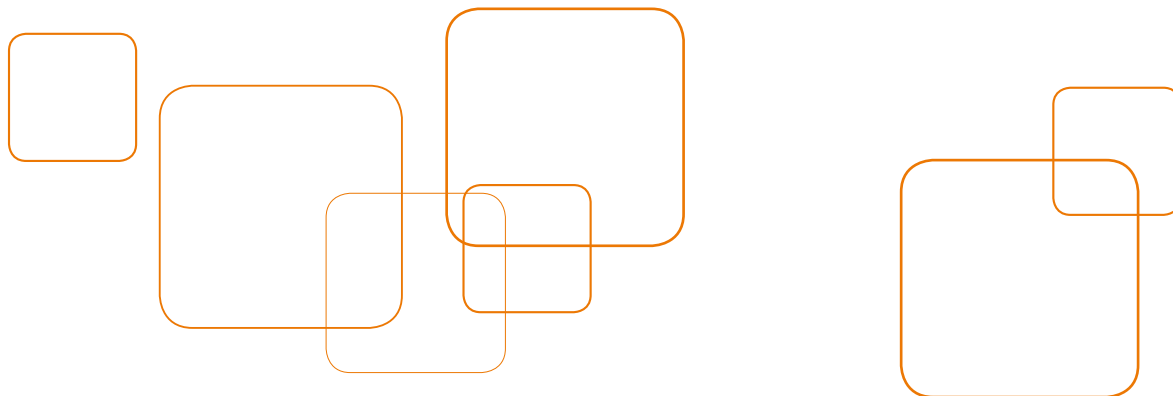


Bilan d'activité

du 5 juillet 2013 au 6 juillet 2014

Paris, le 07 juillet 2014





Edito

Cette année passée, notre réseau a privilégié les travaux sur l'économie agricole de proximité, la combinaison entre filières courtes et filières longues ainsi que sur l'émergence des politiques alimentaires d'agglomération. La belle réussite de notre 1ère rencontre nationale « Relier politique agricole et politique alimentaire dans les agglomérations et métropoles françaises » nous a confirmé dans nos choix : en cette grande période de transition, les enjeux de l'agriculture périurbaine et urbaine vont bien au-delà de la qualité de vie et des considérations économiques classiques. Terres en Villes a donc choisi de défricher de nouvelles voies mais sans oublier ses fondamentaux : ne commence-t-on pas d'ailleurs à parler de planification alimentaire territoriale ?

L'autre grande affaire de la période tient en l'évolution des politiques nationales et européennes. L'union Européenne a engagé une nouvelle programmation (2014 à 2020) alors que plusieurs lois nationales modifient substantiellement l'encadrement de l'agriculture et de l'urbanisme. Enfin, l'organisation territoriale est modifiée par un renforcement des régions, de l'intercommunalité et des métropoles. Nous avons choisi là-aussi d'anticiper les changements et d'imaginer les politiques agricole et alimentaire locales de demain. Notre séminaire du 07 juillet 2014 en est un premier signe.

Au début de cette nouvelle mandature suite aux élections professionnelles et municipales, nous souhaitons encore mieux aider nos membres et partenaires à développer leur action publique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation, et à construire la gouvernance territoriale adaptée. Pour cela, la nouvelle équipe dirigeante renforcera l'activité du réseau et son pilotage politique.

Les Coprésidents,



Terres en Villes est un lieu de gouvernance original qui associe les élus politiques et les élus socioprofessionnels pour le plus grand bénéfice des agglomérations et de leurs agricultures.

Le réseau poursuit trois missions :

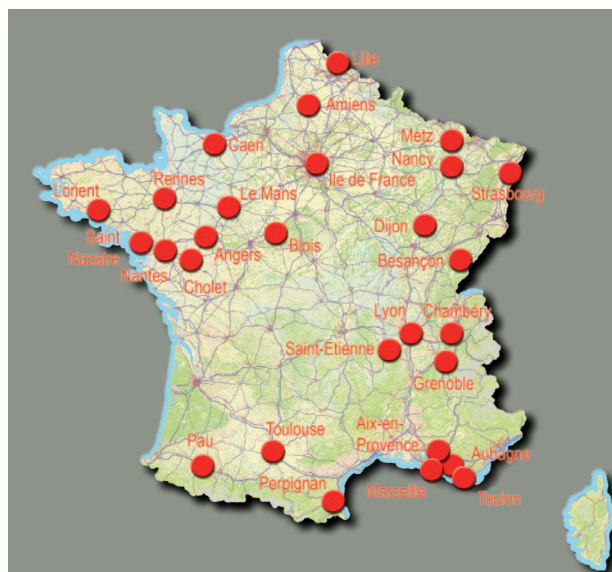
1. Echanger les savoir faire entre membres,
2. Expérimenter en commun,
3. Contribuer au débat sur la Ville et l'Agriculture

... mises en œuvre dans cinq grands chantiers :

1. La co-construction des politiques agricoles et alimentaires périurbaines,
2. La protection et mise en valeur des espaces agricoles périurbaine
3. Les circuits de proximité et la gouvernance alimentaire des agglomérations
4. La prise en compte de l'agriculture et des espaces ouverts par la politique européenne,
5. La forêt périurbaine.

1 - Un réseau à l'écoute des politiques agricoles périurbaines et de ses membres

Réseau des acteurs locaux de l'agriculture périurbaine, Terres en Villes a été créé en juin 2000 à Perpignan par les intercommunalités et chambres d'agriculture de six agglomérations pionnières. Au 06 juillet 2014, l'association rassemble dorénavant 28 agglomérations ou métropoles dont la Région Ile de France.



Agglomérations membres du réseau Terres en Villes au 6 juillet 2014

Un réseau attractif et apprécié

Après l'adhésion de l'agglomération de Marseille en 2013, plusieurs agglomérations souhaitent adhérer : Douais, Le Havre et Montpellier. Elles présenteront leur candidature au cours de l'année.



Montpellier – Crédit photo SB/TEV

La généralisation de la question agricole (péri)urbaine en France multiplie les demandes de renseignements, les sollicitations des journalistes et les propositions d'intervention pour des conférences, séminaires ou colloques.

Le réseau privilégie les interventions auprès des agglomérations, des grands partenaires nationaux, de la recherche et lors d'événements internationaux (Ecocity en 2013). Ce sont des occasions stratégiques pour faire valoir les enjeux de l'agriculture périurbaine, les expériences des membres et l'expertise du réseau et ses propositions politiques. C'est aussi une attente légitime vis-à-vis d'un réseau membre du réseau rural national.



Bernard Poirier et Serge Bonnefoy sont également intervenus au forum d'EcoCity à Nantes en 2013 – *Crédit photo SB/TEV*
 Terres en Villes met un point d'honneur à diversifier ses intervenants : si les coprésidents et le secrétaire technique assurent la majorité des interventions, élus et techniciens des membres sont souvent sollicités par le réseau. Par exemple :



Pascal Tocquer, ingénieur à CAP Lorient – *Crédit photo SB/TEV*

en Villes est de plus en plus sollicité en matière d'économie agricole de proximité et de gouvernance alimentaire. Les demandes récurrentes au sujet de la co-construction et de la gouvernance des politiques agricoles d'agglomération ont été également plus importantes cette année.



Maurice Bonnard, vice-président de Saint-Etienne Métropole (2001 – 2014) – *Crédit photo SB/TEV*



Intervention dans le cadre de l'atelier agriculture des Rencontres de la Fédération Nationale d'Aménagement d'Urbanisme (FNAU) à Amiens en septembre 2013 – *Crédit photo SB/TEV*

Ne pouvant répondre à toutes les sollicitations, Terres en Villes a dû faire des choix conformément aux priorités définies par le Conseil d'administration. Les sollicitations des membres et principaux partenaires sont la première des priorités.



Frédéric Delattre, chef du service agriculture de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais – *Crédit photo JM/TEV*



Serge Bonnefoy a été grand témoin de la conférence agriculture organisée par Marseille Provence Métropole au Faro. – *Crédit photo SB/TEV*

Après être beaucoup intervenu sur les questions de protection des espaces agricoles et de planification, Terres

Cette activité assure un contact régulier avec les membres. Par exemple, à l'occasion d'un déplacement à Pau pour une intervention dans le cadre de la semaine .., le secrétaire technique a fait le point avec les techniciens des membres sur la situation locale et leurs attentes vis-à-vis du réseau. Une réunion régionale Grand Sud-Ouest a été décidée pour le deuxième semestre 2014.



Colloque annoncé devant la chambre d'agriculture des Pyrénées ATLANTIQUES à Pau – Crédit photo SB/TEV

En 2012, l'assemblée des communautés Urbaines de France, en 2013 la FNAU, en 2014 l'association française des villes-santé sont autant de partenaires stratégiques.

Le réseau privilégie deux autres critères : la cohérence de l'intervention sollicitée avec les priorités du programme annuel d'actions et la prise en charge systématique des frais de déplacement et souvent une prise en charge d'un coût de journée pour les demandes hors réseau.

Et le partenariat avec la recherche conduit à répondre positivement aux sollicitations de l'université et des grandes écoles.

Certaines de ces interventions s'apparentent à la formation



Conférence de Jean-Pierre Legendre, vice-président à l'agriculture de Nantes métropole (2008 à 2014) et Serge Bonnefoy à l'occasion du Solar Décathlon à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes – Crédit photo SB/TEV

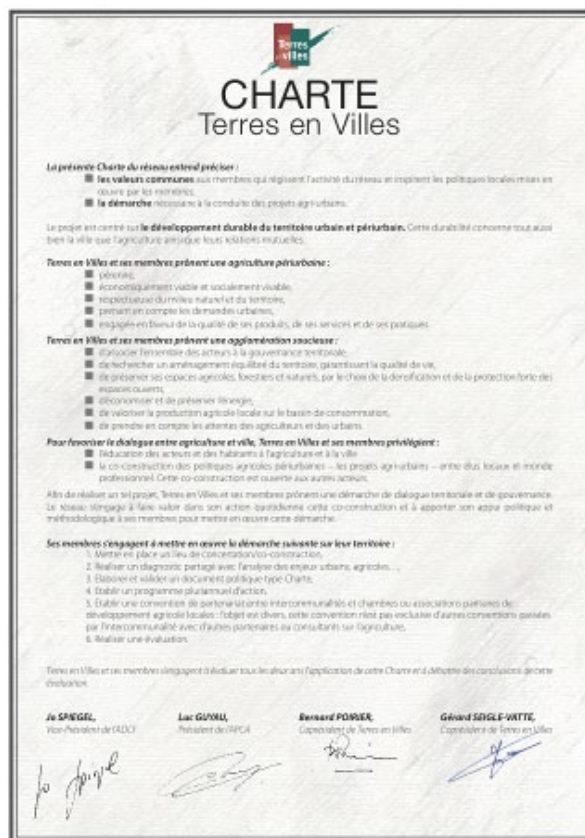
action. Les salariés du réseau ont ainsi renforcé leurs analyses et leurs outils pédagogiques.



Carte des interventions Terres en Villes (hors Milan et Turin) identifiées

Un réseau porteur de valeurs

Signée en juillet 2008 à Besançon, la Charte Terres en Villes décline les valeurs du réseau et engage les membres à mettre en œuvre une démarche partagée de co-construction de la politique agricole périurbaine d'agglomération.



Les signatures locales de la Charte sont des moments fondamentaux pour les acteurs du territoire comme pour la vie du réseau. 12 agglomérations membres l'ont déjà signée. Il faudra poursuivre le mouvement avec les nouvelles équipes communautaires fin 2014.

Terres en Villes assure la vie de la Charte par l'approfondissement régulier des six étapes de la démarche : actuellement, c'est la sixième étape, l'évaluation, qui les mobilise.

Autre preuve de la bonne vitalité du réseau, les échanges bilatéraux entre membres, provinciaux comme franciliens. GT Friches de Nantes, demandes IAU ... pour ces espaces...).

Un réseau au service de ses membres

L'organisation d'échanges physiques entre membres est la principale attente des adhérents du réseau. Terres en Villes s'attache donc d'abord à organiser des ateliers, séminaires ou rencontres nationales.

Les échéances électorales de mars 2014 ont conduit à retarder certains projets, comme par exemple le séminaire final sur l'évaluation croisée a été remis à fin 2014/2015.

La priorité 2013/2014 était la thématique du chantier 3 « Circuits de proximité et gouvernance alimentaire des agglomérations ». Le séminaire de Saint-Etienne (70 personnes) a donc été consacré à la restauration collective et la grande affaire a été l'organisation réussie de rencontres nationales de Paris « Relier politique agricole et politique alimentaire dans les agglomérations et métropoles françaises (200 personnes).



Rencontre au siège de la Région Île-de-France – Crédit photo JM/TEV

La recherche action Formes agraires Formes urbaines (Fafu) a été l'autre grande affaire avec l'organisation du séminaire de Genève le 12 décembre 2014 (70 personnes) et du collectif d'avril 2014.



Yvon le Caro, maître de conférences de l'Université Rennes 1 et Jennifer Buyck, maître de conférences de l'Institut d'urbanisme de Grenoble lors du séminaire de Genève – Crédit photo SB/TEV

Depuis l'assemblée générale de Saint-Etienne, le réseau a aussi organisé ou co-organisé une journée des techniciens de Terres en Villes bien suivie en mars 2014 à Paris, un collectif FAFU à Paris en avril 2014 ainsi que les journées annuelles 2014 de Paris.

Initiative originale, Nantes métropole a initié les groupes thématiques locaux et proposé à Terres en Villes pour une réunion sur les friches. Ce type d'initiative démultiplie ainsi les échanges entre membres du réseau.

Tous ces évènements « créent du réseau » avec les élus, les professionnels, la société civile, l'administration, les experts et chercheurs.

Ils contribuent à la production de livrables utilisables par les membres et les autres acteurs de l'agriculture (péri) urbaine.

Les productions de l'année

Elles ont été particulièrement importantes puisque plusieurs opérations se sont terminées en 2014 :

- La mise à jour de la banque d'expériences : Cholet, Metz et Dijon et Pau ont été collectés.
- La bibliographie « Agriculture périurbaine » de Terres en Villes
- Les actes du séminaire final de Paris « Pour un SCoT rural de Qualité territoriale » et toutes les fiches complémentaires de la présentation de la démarche proposée : fiches d'expériences SCoT, fiche Habitat ...
- Les actes du séminaire de Genève (Fafu) « L'économie agricole des formes agriurbaines »
- Les trois dossiers thématiques du réseau des CAAP'Agglo du Nord-Pas De Calais qu'anime Terres en Villes : la co-construction des politiques agricoles périurbaines, l'observation au service des politiques agricoles d'agglomération, les projets publics de gestion des espaces agricoles périurbains.
- Des fiches expériences pour la Rencontre Nationale de Paris : fiche légumerie, fiche approvisionnement de la restauration collective (l'expérience de la ville et

de l'agglomération de Saint-Etienne)

- Trois études sur des thèmes économiques : étude sur les aides des intercommunalités aux exploitations périurbaines (in projet Casdar Gamai de l'APCA), étude sur les actions des intercommunalités en faveur de l'agriculture et de l'alimentation notamment dans les Agenda 21, Plan Climat et territoire (PCET) et actions en faveur de l'économie sociale et solidaire, étude sur la logistique des circuits de proximité
- De nombreuses présentations Powerpoint de référence sur les grands thèmes récurrents du réseau qui seront régulièrement actualisés : beaucoup ont trait à la question alimentaire en raison des demandes des partenaires.
- Plusieurs articles : Sol et Civilisation et deux articles de recherche à paraître.

La commande a émané principalement de 4 sources : le réseau lui-même, certains de ses membres (LMCU, Pays Voironnais), le réseau rural français et les autres collectivités comme la région Nord-Pas-de-Calais.

En matière de préconisations politiques, terres en Villes a diffusé les contributions arrêtées au premier semestre 2013 et répondu aux sollicitations de certains parlementaires.

Entre membres

Il est impossible de dresser un panorama de tous les échanges bilatéraux entre membres, leur connaissance étant insuffisante. C'est un des principaux intérêts du réseau pour les acteurs des agglomérations.

Depuis cette année, on considérera que la greffe est cette fois bien prise entre membres franciliens, acteurs des projets agriurbains de l'Île de France, autres membres de Terres en Villes et le réseau.



Catherine Ribes, conseillère régionale Ile-de-France et administratrice de Terres en Villes - Crédit photo JM/TEV

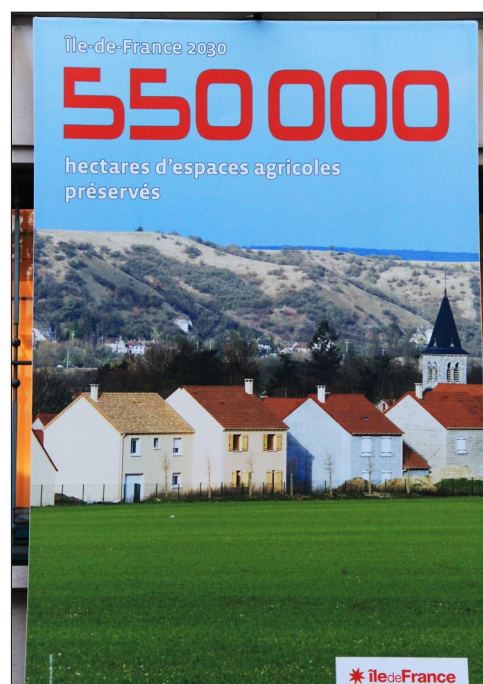
Les relations avec la Région se sont développées sous l'impulsion de Catherine Ribes : l'organisation de la rencontre nationale « Relier politique agricole et politique alimentaire dans les agglomérations et métropoles françaises » au siège de la Région en a été une belle illustration.

Le développement des relations avec les chambres d'agriculture franciliennes (chambre régionale, chambre d'agriculture interdépartementale de l'Ouest francilien et chambre d'agriculture de la Seine-et-Marne) a été facilité par l'intégration de Terres en Villes au projet CasDar Gamai piloté par l'APCA et par l'organisation des journées annuelles 2014.



Ferme du plateau de Saclay – Crédit photo SB/TEV

Les relations déjà importantes avec les animateurs des projets agriurbains se renforcent naturellement : les techniciens franciliens investissent les événements et groupes de travail du réseau. Ils sont de plus en plus sollicités par les membres (cf. Nantes Métropole...) et le réseau (Rencontre nationale de Paris, séminaire de Genève, journées annuelles 2014...). Et Terres en Villes participe assez souvent aux événements franciliens (séminaire du réseau périurbains francilien...). En plus des animateurs du Triangle Vert, du plateau de Saclay, de Seine-Aval, de Marne-et-Gondoire et de la Plaine de Versailles déjà impliqués, c'est aussi aujourd'hui le Val d'Orge qui fréquente Terres en Villes.



En façade du siège de la Région – Crédit photo JM/TEV

Enfin, la qualité de l'ingénierie et de la recherche francilienne est une ressource stratégique pour le réseau et ses membres : les relations avec l'IAU, l'AEV, le Cervia, la SAFER Île-de-France, certains CAUE, l'École Nationale Supérieure du Paysage, l'INRA Sadapt sont fort pertinentes.



Intervention de Laure de Biasi de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de l'Île de France lors de la Rencontre nationale de Terres en Villes le 13 novembre à Paris - Crédit photo JM/TEV

Avec les membres associés et grands partenaires

Sont depuis sa création membres associés du réseau : l'APCA, la FNSafer et la Bergerie nationale de Rambouillet. Ont signé une convention partenariale avec Terres en Villes, l'APCA, la FNSafer, l'École Nationale Supérieure du paysage, la FNAU. Cela n'a pas encore été fait avec l'ADCF, pourtant signataire avec l'APCA de la Charte Terres en Villes et partenaire régulier du réseau.

L'arrivée à la Coprésidence de Terres en Villes de Daniel Roguet, Président de la chambre d'agriculture de la Somme s'est accompagnée d'une plus grande implication de l'APCA. Le suivi du réseau est aujourd'hui régulier et l'APCA appuie et facilite nombre d'initiatives de Terres en Villes (cf. journées annuelles).

Le partenariat avec la Bergerie nationale de Rambouillet dépend des travaux du réseau périurbain francilien qu'anime la bergerie. Celui avec la FnSafer est depuis quelques années en veille. Quant au partenariat avec la Fédération Nationale des Agences d'urbanisme (FNAU), il a forcément un peu pâti du départ à la retraite de Bruno Jullien urbaniste qualifié de l'Agence d'Urbanisme de la Région Nantaise (AURAN) qui était fortement impliqué dans les affaires agricoles périurbaines.

Ces dernières années le partenariat s'est diversifié du côté des grands acteurs de la question alimentaire : Chaire Unesco Alimentation du Monde Supagro, fédération de MIN, Fondation Carasso, Plante et Cité, Ville Santé, Région Nord-Pas-de-Calais.



La Région Nord-Pas-de-Calais est un des principaux partenaires de Terres en Villes - Crédit photo SB/TEV

Un réseau reconnu mais une implication encore mesurée dans le débat national

De plus en plus représentatif de la diversité française, le réseau est identifié et reconnu au plan national et territorial.

Associé l'année dernière aux réunions de concertation sur la Loi Urbanisme et Logement, le réseau a été intégré cette année aux groupes de travail du Ministère de l'Agriculture sur la restauration collective.

L'appartenance de Terres en Villes au réseau rural français favorise cette reconnaissance.

Mais il n'empêche que l'activité politique de Terres en Villes n'est pas à la hauteur de ce que représentent ses membres et de la qualité de son expertise : elle pâtit d'un manque de moyens et d'une organisation insuffisante du pilotage politique qui devront être corrigés dans la prochaine mandature.

Le pilotage politique : préparer la nouvelle mandature

L'année dernière, avant l'assemblée générale de Saint-Etienne, le Conseil d'administration avait déjà renforcé le pilotage politique de trois manières : réunions régulières du Conseil d'administration, mise en place de deux groupes de travail (un groupe Politique, un groupe économique et du groupe Agriculture et Littoral, et, rédaction de contributions politiques.

De nouvelles propositions tendant à assurer la régularité d'un pilotage politique plus large seront faites à l'assemblée générale de Paris le 7 juillet.

Un secrétariat technique en mouvement

Stabilisé depuis dix-huit mois à 2,5 équivalents temps plein (Serge Bonnefoy, secrétaire technique à temps plein, Adélie Chenot, chargée de mission à temps plein et Nathalie Germain, gestionnaire à mi-temps), le secrétariat technique connaîtra une profonde évolution l'année prochaine.

Adélie Chenot qui l'avait annoncé dès sa prise de fonction, a quitté Terres en Villes le 22 mai 2014 pour de « nouvelles aventures » et il faudrait en plus des 2,5 ETP créer un poste de chargé des questions méthodologiques, formation et communication pour faire face de manière suffisamment pertinente aux demandes des membres et partenaires.



Grand merci à Adélie - Crédit photo JM/TEV

Les contraintes budgétaires 2014 ont conduit à organiser le remplacement poste pour poste (profil ingénieur agronomie ou agriculture, animation des techniciens du réseau co-animation chantier 1, animation chantier 3) d'Adélie Chenot seulement au 1er septembre 2014. De même, une seule stagiaire, Perrine Goudrot de l'Institut de Géographie Alpine est venue renforcer l'équipe technique ce premier semestre.

Une communication encore intermittente

La communication du réseau est limitée faute de temps de travail disponible, à la sortie de la newsletter (4 parutions depuis Lille), à la mise à jour du site internet, à la communication sur les événements organisés par Terres en Villes et aux sollicitations ponctuelles des médias (courrier des maires, rue 89, site du réseau rural PACA, journal du réseau rural français, urbapress...).

Retour sur les journées de Saint-Etienne les 4 et 5 juillet 2013

Saint-Etienne Métropole et la Chambre d'agriculture de la Loire avaient mis les petits plats dans les grands pour accueillir les journées Terres en Villes.



Mairie Bonnard et Raymond Val, non bêtes méphastocis

Tous nos meilleurs vœux 2014

Agenda

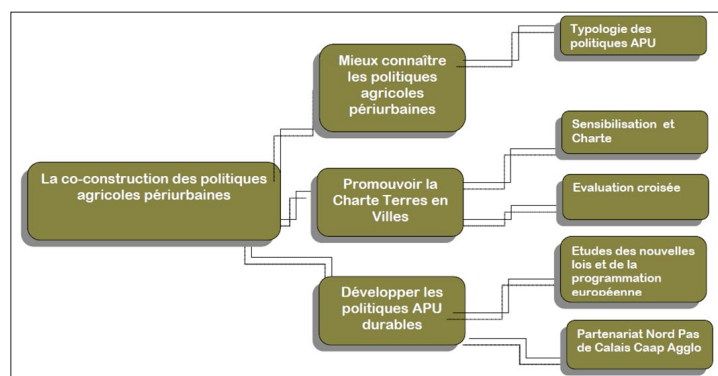
- 8 janvier à Paris
Présentation des résultats de l'étude réalisée par les étudiants d'AgroParisTech sur les pratiques des territoires en matière de gouvernance alimentaire pour le compte du Conseil Général du Développement Durable. Participation

2 - L'activité des grands chantiers

Terres en Villes a relancé le chantier 3 « Circuits de proximité et gouvernance alimentaire des agglomérations » pour le conduire progressivement ses productions au niveau de celles des chantiers 1 et 2. En 2014, à la faveur de la nouvelle mandature, elle continuera cet effort mais en enrichissant également fortement l'activité des deux autres grands chantiers.

Chantier 1 - la co-construction des politiques agricoles périurbaines

Durant la dernière mandature, ce chantier a été piloté par Jean-Pierre Legendre, vice-président de Nantes métropole et Daniel Roguet, président de la Chambre d'agriculture de la Somme.



Deux grandes opérations ont été conduites dans le cadre de ce chantier cette année.

Terres en Villes a d'abord terminé **l'évaluation croisée** des politiques agricoles des agglomérations d'Amiens et d'Angers selon la méthode préalablement arrêtée par le réseau et ses membres.



Angers vue de la Maine – Crédit photo SB/TEV

Les conclusions du travail du secrétariat et des techniciens des quatre institutions des deux territoires ont été présentées aux comités de pilotage amiénois et angevins. Elles ont été bien reçues et participeront au renouvellement des politiques locales.



Amiens et sa tour Perret – Crédit photo SB/TEV

Il reste à stabiliser l'amélioration de la méthode notamment en la simplifiant et à rendre les résultats de l'opération lors d'un séminaire plus ouvert qui devrait se tenir à Amiens fin 2014 ou début 2015. Il sera alors temps de former un deuxième binôme d'agglomération pour entreprendre une nouvelle évaluation croisée.

Cette opération a renforcé la capacité d'expertise du secrétariat et rendu par exemple plus facile les appuis techniques apportés à la Région Nord-Pas De Calais ou encore à Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) qui contiennent chacun une partie évaluative.

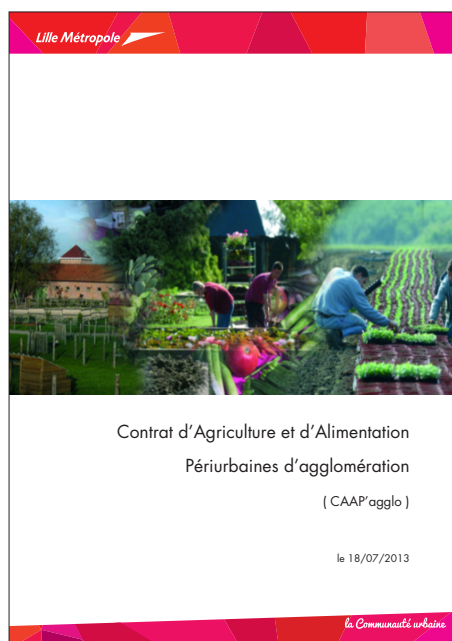
L'opération partenariale avec la Région Nord-Pas-de-Calais sur la contractualisation agricole et alimentaire d'agglomération entre Région et Intercommunalités est depuis 2011 une action très importante du réseau. Il s'agit d'aider la Région et les trois agglomérations à inventer et à mettre en œuvre une contractualisation d'agglomération en faveur de l'agriculture et de l'alimentation (CAAP'Agglo). Cette action est intégrée à la démarche transversale de gouvernance alimentaire conduite par la région.

Dans le second semestre 2013, Terres en Villes a poursuivi l'animation du réseau qui regroupe la Région, les trois intercommunalités et la chambre d'agriculture de région. Deux nouvelles journées thématiques ont notamment été organisées : la première a été consacrée à l'observation agricole, la seconde aux projets publics de gestion des espaces agricoles périurbains (Fafu).



En 2014, l'opération consistera principalement à apporter un appui aux animateurs des 3 CAAP'Agglo, à poursuivre l'animation du réseau (une journée a déjà été organisée en Juin et portait sur les aides directes des intercommunalités aux agriculteurs valorisant l'étude faite dans le cadre de Gamai) et l'évaluation de la procédure.

Ce partenariat avec la Région a conduit Terres en Villes à approfondir son expertise en matière de procédures de politiques agricoles et alimentaires territoriales, notamment sous l'angle de l'articulation des échelles (Région/Agglomération). Participant activement à la création d'un nouveau dispositif, Terres en Villes fait bénéficier l'ensemble du réseau des apports de l'opération : ainsi on peut télécharger les dossiers thématiques du réseau des CAAP'Agglo sur le site www.terreesenvilles.org.

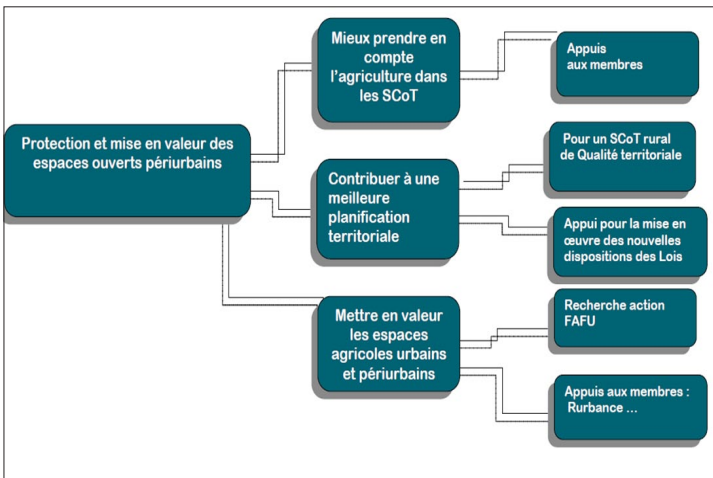


Chantier 2 - la protection et gestion concertée des espaces agricoles, naturels et forestiers périurbains

Durant la dernière mandature, ce chantier a été piloté par Bernard Poirier, vice-président de Rennes métropole et Hervé Garin, élu de la Chambre d'agriculture du Rhône. C'est l'équipe technique dite AgriSCoT composé du secrétaire technique, de techniciens du réseau (LMCU, Rennes métropole ...) mais aussi de techniciens partenaires (Certu, AURAN, APCA) et de bénévoles (Jean Marly, Alain Dassonville) qui assure les activités de ce chantier historique du réseau.



Symboles de la ruralité en Morvan – Crédit photo SB/TEV



L'objectif général du projet était de favoriser d'une manière pédagogique et participative l'adaptation de la démarche de planification stratégique en espace rural et sa généralisation au profit d'un projet local fondé sur la qualité territoriale. Pour cela, a été mis à profit le dialogue entre acteurs de la planification des territoires ruraux, périurbains et urbains.

L'opération a été menée conformément au projet initial, les livrables ont été produits et les résultats sont très positifs puisque la démarche proposée pour conduire un SCoT est appréciée : elle a déjà été présentée plusieurs fois, notamment dans le cadre des sessions de formation Résolia.

Durant cette année 2013/2014, AgriSCoT a été mis en veille : on lui a consacré toutefois un séminaire interne en septembre 2013 sur le thème de la mesure de la consommation des espaces agricoles. Et Terres en Villes a débuté la formation sur la démarche AgriSCoT avec le Cerema dans le cadre de Résolia, réseau de formation de techniciens des chambres d'agriculture.

Deux opérations principales, le projet « Pour un SCoT rural de Qualité territoriale » et la recherche action Fafu qui englobe les travaux sur les PAEN et les Zones Agricoles Protégées (ZAP), ont mobilisé les forces.

Le projet « **Pour un SCoT rural de Qualité territoriale** », projet retenu dans le cadre de l'appel d'offre du réseau rural national, est terminé depuis fin avril 2014.

Le projet a été conduit entre Terres en Villes, trois réseaux ruraux régionaux (Aquitaine, Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur) et plusieurs partenaires techniques (l'AURAN/Fnau, le Certu devenu Cerema, le CAUE 41 et l'APCA). Le partenariat avec la recherche a été également particulièrement important dans ce projet.



Pour Terres en Villes, ce détour par la ruralité a d'abord participé à mieux ancrer le réseau dans le réseau rural national et à témoigner de l'ouverture des acteurs périurbains et urbains. Mais il a aussi permis « d'inverser le regard » en interrogeant l'agriculture (péri)urbains et l'agglomération ou la métropole du point de vue du rural et des acteurs de la ruralité.

Les séminaires initiaux et finaux, les ateliers interrégionaux, les expériences révélées et les productions finales sont parmi les travaux les plus aboutis de Terres en Villes. Il est vrai que le projet a capitalisé les leçons de beaucoup d'expériences passées, et un riche partenariat.

La recherche-action Formes agraires et formes urbaines dans la ville territoire et sa métropolisation dit FAFU est la deuxième grande opération du chantier.

L'objectif général de ce projet soutenu par la Datar est de définir une démarche et des outils pour valoriser et gérer les interrelations entre formes urbaines et formes agricoles ainsi que les usages partagés qui en découlent. Trois échelles identifiées sont pris en compte :

- L'échelle du grand territoire,
- L'échelle de l'interface bâti/non bâti
- L'échelle du système parcellaire de l'exploitation agricole.



Zone maraîchère des Voûtes en premières couronne grenobloise
– Crédit photo SB/TEV

Cette recherche action est conduite en partenariat avec l'Institut d'Urbanisme de Grenoble, l'UMR ESO du Grand Ouest, l'ENSP, l'université de Lausanne et l'école des hautes études du paysage, de l'ingénierie et de l'aménagement de Genève (hepia).

Les productions ont été importantes en cette troisième année du projet : point sur la recherche action Fafu, rapport de stage de Gildas Veyssset, présentations des intervenants et actes du séminaire de Genève du 12 décembre 2013, stabilisation et diffusion de la bibliographie, mise en forme et capitalisation des 4 ateliers projet sur le plateau de Saclay (ENSA de Versailles), à Rennes (AgroCampus, ENSA et Université de Géographie avec Rennes métropole), à Grenoble (IUG) et Genève (hepia), première note d'analyse sur les 58 projets publics de mise en valeur des espaces agricoles périurbains conduits par les agglomérations de Terres en villes depuis les années 70 dont les PRIF agricoles, les PAEN et les ZAP. Enfin le plan de l'ouvrage final (2015) a été approché.



Le séminaire et l'atelier visite de Genève ont été consacrés à l'économie agricole des formes agriurbaines.



(Re)découverte genevoise – Crédit photo SB/TEV

Ils ont consacré l'ouverture européenne de la recherche actions : intervenants suisses mais aussi italiens ont présenté la stratégie genevoise et milanaise et échangé avec les membres et partenaires du réseau.



Présentation de la Ferme urbaine de Budé dans Genève
– Crédit photo SB/TEV

Cette thématique est une des principales demandes des techniciens membres du réseau. Outre l'ouvrage final, Terres en Villes produira un guide sur l'aménagement et la gestion des espaces agricoles périurbains (2016). D'ici là de nombreuses fiches d'expériences et analyses

comparatives seront produites. Le groupe de travail friches de Nantes métropole co-organisé avec le réseau, a déjà été l'occasion de valoriser les travaux FAFU et les expériences les plus pertinentes.

Un « Point sur les PAEN » sera rédigé pour la journée universitaire d'études sur les PAEN du 3 octobre 2014 à Nantes. Perrine Goudrot, stagiaire Terres en Villes, s'attachera également à mieux analyser l'implication des agriculteurs dans ces projets publics.

Côté recherche, l'opération FAFU a déjà suscité des vocations. L'école européenne de Turin co-organisé par l'Université de Rennes et six autres universités européennes a repris ce thème : Serge Bonnefoy y a présenté la recherche action.

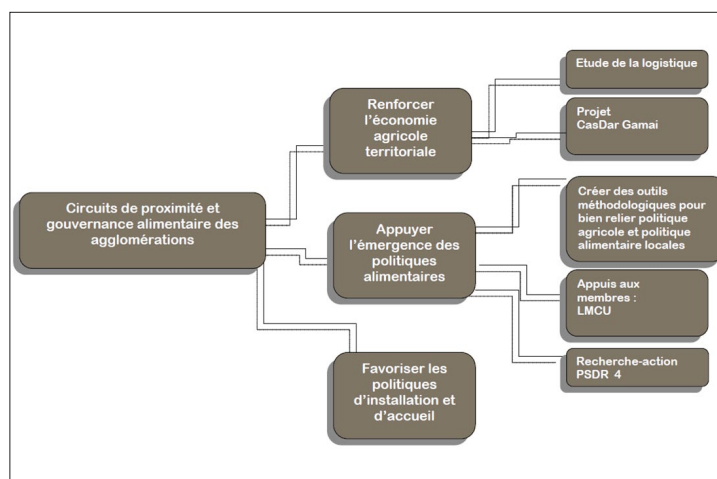


Palais Carignano, l'école d'architecture de Turin, lieu de l'école européenne agri-urbaine – Crédit photo SB/TEV

Le thème des formes agriurbaines sera aussi l'une des entrées du projet interrégional PSDR 4 Frugal. Et Terres en Villes participe activement au montage du séminaire de recherche de l'UMR Pacte à Grenoble.

Chantier 3 - Circuits de proximité et gouvernance alimentaire des agglomérations

Le Conseil d'administration a donné la priorité au chantier 3 en 2013. Ce chantier est copiloté par Maurice Bonnard de Saint-Etienne Métropole et la Chambre d'agriculture de région Nord-Pas-de-Calais. Il a été animé techniquement par Adélie Chenot, chargée de mission.



Il traite des questions suivantes : *quels leviers peuvent mobiliser les acteurs d'une agglomération pour développer une offre agricole locale viable de qualité, assurer sa sécurité alimentaire en recherchant la combinaison optimale entre les différents types de circuits, et mettre en place une réelle politique alimentaire ?*

Le réseau a d'abord complété sa connaissance des actions des membres pour lui-même mais aussi pour apporter le benchmark souhaité (commandes de de LMCU, du Pays Voironnais et de l'APCA). Quatre études ont ainsi été terminées cette année et valorisées.

Pauline Paraszak, stagiaire de l'Université de Bordeaux, a étudié la logistique des agglomérations en matière de circuits de proximité. Con travail a été valorisé lors de la rencontre nationale mais aussi pour l'appui apporté à Terres en Villes à LMCU pour réorienter son action en faveur de l'approvisionnement en produits biologiques et/ou locaux de la restauration collective.

Adam Ayache, stagiaire de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP), a étudié les actions intercommunales en faveur des circuits de proximité et de l'alimentation dans les agendas 21, plans climat et territoire et les interventions en matière d'économie sociale et solidaire. Ses résultats ont été présentés à la Rencontre nationale de Paris et sont régulièrement utilisés pour présenter l'état de la gouvernance alimentaire des agglomérations du réseau ainsi que pour approfondir certaines thématiques comme l'action publique en faveur de l'agriculture urbaine.

Adélie Chenot a réalisé deux études. La première a été commandée par le Pays Voironnais : il s'agissait d'analyser

FICHE ÉTUDE DE CAS

Terres en Villes

Version Provisoire

juin 2013

L'approvisionnement local de la restauration collective sur le territoire stéphanois

St Etienne, une ville pionnière et militante

Touchées par les crises de reconversion, la ville de Saint-Etienne (plus de 170 000 habitants) et son agglomération cherchent aujourd'hui à mettre en place une bonne transition entre le passé industriel et les nouvelles orientations économiques et culturelles symbolisées par la Cité du Design. Dans ce contexte, la question agricole est une préoccupation déjà ancienne. Dès 1987, l'association pour l'Aménagement et le Développement de la Région Urbaine de Saint-Etienne (RUSE) a initié, après Lyon et Grenoble, le troisième programme agricole périurbain français. Si la RUSE existe toujours et facilite les actions agricoles interterritoriales, c'est aujourd'hui Saint-Etienne Métropole qui joue un rôle majeur en la matière, en partenariat avec la Chambre d'agriculture de la Loire. La politique agricole de l'agglomération donne une place prépondérante à la valorisation de la production locale dans les circuits courts de proximité.

Face à la problématique de l'approvisionnement de la restauration collective, il a d'abord été une préoccupation de la ville centre avant de devenir une priorité intercommunale.

En 2009, au moment où son contrat avec l'ancien prestataire se terminait, la ville a lancé un appel d'offre, remporté par Elcor, une société de restauration collective. En janvier 2013, la ville enregistrait un taux d'introduction de produits bios de 80%.

Pour Saint-Etienne, l'intégration de produits bios dans la restauration collective va de pair avec l'introduction de producteurs locaux. La demande initiale de la ville spécifiait en effet l'utilisation de 50% de produits locaux avec une augmentation de 10% chaque année. Saint-Etienne a donc fait un choix ambitieux mais aussi réaliste et progressiste en fonction de l'offre locale disponible. Par exemple, les acteurs municipaux savent actuellement l'introduction de viande de bœuf et de volaille locale bio n'est pas possible au niveau local, car ces denrées restent chères et difficiles à trouver localement. C'est pourquoi, afin de pallier à ce manque, le cahier des charges exige seulement l'utilisation de produits labellisés.

Un approvisionnement local en gestion concédée

La cuisine de la ville de Saint-Etienne qui a obtenu en concédant un mode de gestion concédée des taux d'introduction de bio

de manière comparative les stratégies des agglomérations en matière de plateformes de logistique alimentaire.



La deuxième étude a été réalisée dans le cadre du projet CasDar Gamai piloté par l'APCA. Adélie Chenot a étudié les différentes aides financières apportées par les intercommunalités aux exploitants agricoles et recherché comment ces aides favorisaient l'innovation agricole périurbaine. Ce travail enrichit d'abord la connaissance de l'innovation des agriculteurs périurbains et complètent les résultats des trois ateliers de Gamai organisés par les chambres d'agriculture (Île-de-France, métropole lilloise et métropole lyonnaise).



Atelier Gamai à Lyon – Crédit photo SB/TEV

Il est aussi mis à profit dans le cadre du réseau des CAAP'Agglo du Nord Pas de Calais pour conseiller les animateurs.

Outre ces études, Terres en Villes a également développé son appui technique aux membres. LMCU a souhaité que le réseau l'aide à évaluer son action passée en matière de restauration collective pour mieux la réorienter. Cet appui important est en voie d'achèvement. Ses conclusions seront mises à profit pour cette nouvelle mandature.

Sur suggestion des services du Ministère de l'Agriculture, Terres en Villes souhaite développer un projet à destination du monde agricole dans le cadre du futur appel à projet ONVAR centré sur la relation entre exploitation agricole, territoire d'agglomération et conseil en développement.

En matière de politique et gouvernance alimentaires, Terres en Villes a particulièrement investi le terrain en 2013/2014.

Le séminaire des journées annuelles de Saint-Etienne a été consacré à la restauration collective. Mais c'est surtout la Rencontre nationale de Paris le 13 décembre « Relier politique agricole et politique alimentaire dans les agglomérations et métropoles françaises » qui a investi la problématique. Organisée avec la Région Ile-de-France, le Cervia l'IAU et la Chaire Unesco Alimentation du monde Montpellier Supagro, elle a fait date par la qualité des interventions et des échanges. La présence importante des représentants des collectivités, du monde agricole et de celui de la recherche a permis de mettre lumière tous les enjeux de l'échelle de l'agglomération.

La très belle réussite de cette rencontre a crédibilisé l'action du réseau, suscité de nouvelles demandes en la matière et convaincu le réseau et nombre de ses membres d'investir plus à fond la thématique.

Deux grands projets ont donc été construits depuis. Le premier, déposé fin juin auprès de la Fondation Carasso, vise à construire une proposition de démarche(s) pour conduire une politique alimentaire en cohérence avec une politique agricole d'agglomération et ses outils méthodologiques. S'il est retenu, ce projet s'appuie sur trois pôles : l'échelle nationale avec Terres en Villes, un pôle de trois agglomérations/métropoles pilote et l'ensemble des autres agglomérations du réseau désireuse de se lancer dans une politique alimentaire. Confrontation, échanges, appuis et productions méthodologiques rythmeront ce projet qui se veut très opérationnel.

Le deuxième, le projet interrégional Frugal (FoRmes Urbaines et Gouvernance Alimentaire), sera présenté dans le cadre du Programme de recherche sur le Développement Régional 4 mis en place entre la recherche et certaines régions françaises. Ce projet pour lequel Terres en Villes sera si le projet est retenu, le référent acteur interrégional et régional concernera les agglomérations de Rhône-Alpes, du Grand Ouest et on l'espère du Nord-Pas De Calais La recherche action vise à comprendre l'organisation des flux alimentaires entrant dans le système urbain depuis l'origine de la production alimentaire jusqu'à la finalité de sa distribution. Cette analyse repose sur l'hypothèse selon laquelle l'organisation des flux alimentaires entre aujourd'hui en crise et que de nouvelles orientations redessinent la ville et renouvellent en profondeur le rapport ville-campagne comme le rapport ville-agriculture. C'est aussi, métaphoriquement, l'image du modèle capitaliste qui se dessine à travers la production et la distribution alimentaires.

L'enjeu de la recherche sera de vérifier que les signaux faibles émergents que sont la proximité, le réinvestissement de la production en ville, les circuits courts de distribution, les pratiques productives innovantes, les recherches d'autonomie alimentaire, l'action publique en faveur de la transition alimentaire, etc. constituent les éléments de la reconstitution voire de la résilience des systèmes urbains. L'entrée ne sera pas seulement économique mais multidisciplinaire : seront développées notamment les compétences en géographie, architecture, urbanisme, sociologie, science politique et histoire.



A Milan, le site de la future exposition universelle « Nourrir la ville », en 2015 - Crédit photo SB/TEV

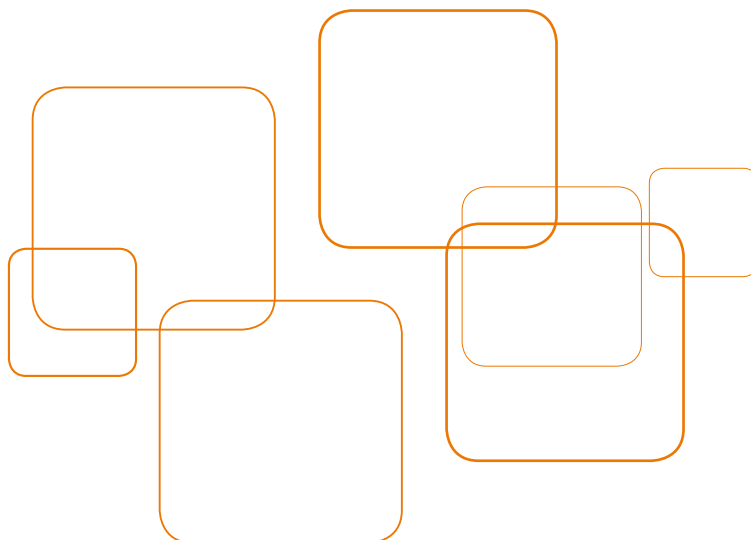
Le point sur le Chantier 4 - La prise en compte de l'agriculture et des espaces ouverts périurbains par les politiques européennes et Chantier 5 - Forêt périurbaine

Concernant le chantier 4 consacré à **l'Europe**, Terres en Villes a assuré une veille active des travaux du réseau Purple et participe à un projet européen Interreg IVB Espace Alpin « Rurbance » à la demande de l'institut d'Urbanisme de Grenoble.

Le réseau a assuré une veille plus passive pour le Chantier 5 consacré à la **forêt périurbaine**.



Henri Bava, grand paysagiste français, lors du séminaire de Versailles le 10 décembre 2012



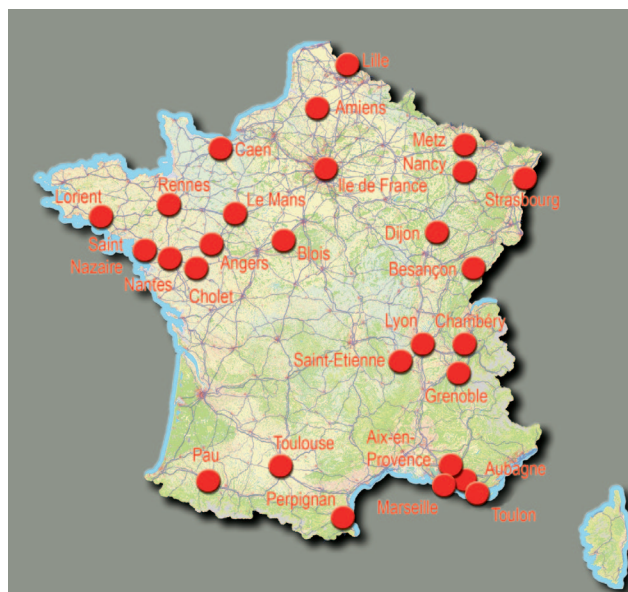
Réseau des acteurs locaux de l'agriculture périurbaine, Terres en Villes regroupe actuellement 28 agglomérations ou métropoles (dont la Région Ile de France), chacune étant représentée conjointement par l'intercommunalité et la chambre d'agriculture, ou par une association locale paritaire.

Le réseau poursuit **3 missions** :

1. *Echanger les savoir faire entre membres,*
2. *Expérimenter en commun,*
3. *Contribuer au débat sur la Ville et l'Agriculture*

... mises en œuvre dans **5 chantiers** :

1. *La co-construction des politiques agricoles périurbaines*
2. *La protection et la mise en valeur des espaces agricoles, forestiers et naturels périurbains,*
3. *Les circuits de proximité et la gouvernance alimentaire des agglomérations*
4. *La prise en compte de l'agriculture et des espaces ouverts périurbains par les politiques européennes*
5. *La forêt périurbaine*



Les agglomérations membres de Terres en Villes



Terres en Villes

40 avenue Marcelin Berthelot - CS 92608
38036 Grenoble Cedex 2
Tél. : 04 76 20 68 31
Fax : 04 76 40 38 44

Secrétariat Technique :
Serge Bonnefoy
serge.bonnefoy@terresenvilles.org

www.terresenvilles.org